

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 125 (1980)
Heft: 7-8

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344305>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Voici un grand semestre que les troupes soviétiques se sont installées en Afghanistan, et le monde s'interroge toujours sur l'exploitation que l'URSS fera, ou ne fera pas, de la situation qu'elle a créée. Curieusement, les chefs d'Etat du monde libre, si friands de «sommets», n'ont pas encore jugé utile de tenir à ce propos une «conférence de situation» d'où aurait pu sortir, à défaut d'une politique commune, une même appréciation des possibilités et des probabilités. L'exercice n'aurait pas été superflu, car on a rarement vu événement ouvrir un aussi large éventail d'hypothèses, toutes inscrites d'ailleurs dans la perspective d'une politique et d'une stratégie à long terme, celles que pratique, fatallement pourraient-on dire, une puissance héritière d'une grande ambition impériale et championne d'une révolution universelle.

Au-delà du but primaire du «coup de Kaboul» — arrimer définitivement à l'Union soviétique un Etat-glacis dont la population résistait depuis plusieurs années, au nom de l'islam, à la mainmise communiste — l'opération est en effet susceptible de divers prolongements. Qu'elle se répète contre le Pakistan, et la Chine, rivale de l'URSS en Asie, se verrait alors investie à l'Ouest comme elle l'est déjà sur sa longue frontière soviétique et par le Vietnam. L'occupation de l'Afghanistan apparaîtrait ainsi comme la première phase d'une action «préventive» destinée à tuer dans l'œuf la «conjuration» sino-américano-nippone que le Kremlin dénonce depuis le rapprochement Pékin-Washington et la paix signée entre la Chine et le Japon.

Mais, pour le monde occidental, c'est évidemment l'irruption des Soviétiques dans les champs pétrolifères du Moyen et du Proche-Orient, sans préjudice des coupures possibles de la route circumafricaine du pétrole par une flotte russe qui a désormais le bras long et qui dispose de points d'appui sur les côtes orientale et occidentale du continent noir, qui constitue le danger principal. L'entreprise est possible, à condition que l'Afghanistan soit une base sûre, ce qu'il n'est pas encore — raison pour laquelle la résistance afghane est essentielle pour les Occidentaux, sans parler de la cause, bonne en soi, d'un peuple qui se bat pour son indépendance — à condition que le Pakistan soit trop affaibli pour dé-

fendre son Béloutchistan turbulent ou que l'Iran anarchique bascule de gré ou de force sous la coupe soviétique, à condition encore que se consolide suffisamment le pentagone stratégique prorusse dont les sommets sont Kaboul, Aden, Damas, Addis-Abeba et Tripoli.

Ces préalables ne sont pas complètement réalisés. Mais en attendant, l'URSS peut tirer avantage de la menace qu'elle fait planer. Ayant ruiné, en Afghanistan, l'illusion de la «détente», elle en offre en quelque sorte le rachat. Si les Etats-Unis ne marchent pas, et le montrent, faute de mieux, en faisant d'une poussée soviétique vers le golfe Persique un «casus belli», en prenant des demi-mesures de rétorsion économique, en appelant au boycottage des Jeux olympiques et en ameutant quelques escouades de «Marines» dans l'océan Indien, les pays européens, France en tête, sont tentés de le faire. Parce qu'ils ne font pas confiance à un président Carter indécis; parce que, à certains d'entre eux, l'occasion paraît bonne de se démarquer de l'allié d'outre-Atlantique et de regagner ainsi un poids relatif sur les affaires du monde; parce que, enfin, ils sont conscients de leur vulnérabilité face à la masse militaire de l'Est.

Les Soviétiques spéculent sur cette attitude européenne, si ouvertement et avec une telle suite dans les idées que l'on est fondé à se demander si, maîtres en stratégie indirecte, ils n'ont pas organisé le branle-bas du Moyen-Orient à seule fin de faire éclater la communauté occidentale. Quoi qu'il en soit, il est de leur intérêt évident de poursuivre leur avantage, et ils n'y manquent pas. De l'énoncé de la théorie de la «détente divisible» aux compliments décernés aux Européens qui iront aux Jeux de Moscou, de la sommation, faite aux membres cisatlantiques de l'OTAN, d'avoir à refuser l'armement susceptible de faire un jour équilibre aux fusées continentales et au «fer de lance» blindé des Russes, jusqu'à l'offre rassurante de tenir conférence sur la paix et le désarmement, tout se tient.

Le jeu européen pourrait se justifier s'il était cohérent, si les gouvernements du Vieux-Monde avaient les moyens de leur politique, s'ils étaient capables de pourvoir seuls à leur sécurité. Ce n'est pas le cas. Il est patent, pour ne citer qu'eux, que le président Giscard d'Estaing, imbu de la conception gaullienne de l'originalité souveraine de la France, le chancelier Schmidt, assujetti à une «Ostpolitik» qui est, en dernière analyse, le succédané de l'impossible réunification de l'Allemagne, et M^{me} Thatcher qui ne veut pas manquer sa chance de rétablir

la Grande-Bretagne dans sa position traditionnelle d'allié privilégié des Etats-Unis, n'ont pas une vue identique de la situation. Il est clair aussi que, s'ils sont, pour le tiers monde en général et le Proche-Orient en particulier, des partenaires intéressants grâce à leur potentiel industriel, technologique et financier, les Etats européens n'ont plus les moyens d'influencer l'évolution des grandes crises extérieures, dès l'instant où celles-ci s'expriment en rapports de force. Et les experts occidentaux s'accordent à constater que, dans l'état actuel de leurs moyens de défense, les pays de l'Ouest européen ne sauraient assurer leur sécurité sans le concours et la présence des Américains.

Il y a donc, à notre sens, beaucoup d'illusionnisme dans le comportement européen, dont la seule vertu est de gagner du temps. Encore faut-il que ce temps soit employé à rattraper celui qui a été perdu dans le domaine de la capacité de défense, ce qui n'est pas certain. De ce point de vue, on doit bien constater que la France, si elle dessert l'intérêt commun par une politique d'ombrageuse autonomie, le sert en revanche en menant, contre vents et marées, la construction de son armement nucléaire. Il n'en reste pas moins que les Etats-Unis portent actuellement, et sans doute pour longtemps encore, le plus lourd du poids de la confrontation.

En sont-ils capables? Colosse au front d'argile, il leur manque actuellement l'unité, la fermeté et la continuité de direction, et la campagne électorale présidentielle n'arrange rien. Il faut cependant reconnaître, à la décharge du président Carter, que celui-ci voit non seulement les crises éclore sous ses pas — Iran, Afghanistan, Amérique centrale, énergie, racisme, Corée... —, mais qu'il a hérité aussi d'une récession économique en gestation et surtout d'une défaite délibérée, au Vietnam, et d'une mystique du désengagement qui ne favorisent pas le retour à une politique de responsabilité. Il manque aussi aux Etats-Unis, qui s'attendaient pourtant, dès avant la révolution iranienne, à voir l'URSS chercher sa prise sur le réservoir énergétique du golfe Persique, les moyens d'affronter cette menace sans se démunir ailleurs. Pour étoffer sa couverture dans l'océan Indien et les parages du golfe Persique, Washington a dû effectuer des prélèvements sur ses forces de Méditerranée, des Philippines et de l'Extrême-Orient. Et sa *Rapid Deployment Joint Task Force* n'existera pas, au mieux aller, avant trois ans, pour autant que le Congrès accorde sans retard les crédits nécessaires à la

construction des transporteurs navals et surtout aériens.

Ce n'est pas que, sans parler de l'équilibre nucléaire stratégique maintenu, les Etats-Unis, et leurs alliés européens avec eux, soient dramatiquement inférieurs, selon les tableaux d'effectifs et les critères de qualité des matériels, à l'URSS renforcée de ses satellites. Leur vraie faiblesse réside dans le degré de préparation, qui n'est pas au niveau élevé de celui des forces soviétiques, notamment en Europe; dans la longueur excessive des délais nécessaires à l'acheminement des renforts comme à un engagement atomique qui serait décidé «arme par arme»; elle est aussi dans la qualité du personnel. L'abandon de la conscription, à laquelle le Pentagone voudrait revenir, mais dont le Congrès ne veut pas, réduit l'armée américaine aux possibilités limitées du volontariat. Mal payées, mal motivées par la seule crainte du chômage, la majorité des recrues américaines n'atteignent pas le niveau intellectuel nécessaire au service d'armes sophistiquées. La discipline s'en ressent, et aussi l'aptitude à maintenir l'armement en état de combat. A quoi s'ajoutent les difficultés politiques. Rien ne sert de construire des fusées mobiles, si les gouverneurs des Etats où elles devraient s'implanter mettent les pieds contre le mur pour raison d'écologie.

Pour se mettre en mesure de défendre leurs intérêts vitaux, les Etats-Unis doivent donc revenir de loin, et reconnaître que la supériorité technologique ne donne pas *ipso facto* la capacité stratégique. L'affaire afghane leur est une leçon; l'affaire iranienne aussi, qui laisse une superpuissance sans réaction efficace, déconcertée qu'elle est par une forme de guerre qui ne répond à aucun de ses schémas.

Les déconvenues américaines arrangent fort les dirigeants soviétiques. Que certains dirigeants européens cherchent aussi à en tirer profit, c'est peut-être humain. Quant à savoir si c'est intelligent, lucide, et finalement profitable à la sécurité du Vieux-Monde, c'est une tout autre question.

J.-J. C.